

Un architecte devenu vendeur ambulant: La discrimination au travail à l'encontre des personnes vivant avec le VIH dans le monde arabe

La plupart des pays arabes ne disposent pas de politiques ni de lois nationales cohérentes permettant de réguler le VIH et le sida sur les lieux de travail. Ils sont donc privés des moyens de prévenir la discrimination au travail à l'égard de près d'un demi-million de personnes vivant avec le VIH dans cette région. Reportage de BIT en ligne depuis Amman, la capitale de la Jordanie.

11/30/2011

FTR/hivaidis_jordan

Par Farah Dakhallallah

AMMAN, Jordanie (BIT en ligne) – Au coin d'une rue animée d'Amman est assis Karim¹, un vendeur ambulant de 36 ans: il interpelle les passants pour qu'ils jettent un coup d'œil à ses marchandises. S'il a de la chance aujourd'hui, il gagnera 30 dollars en vendant des chaussures d'occasion; sinon, comme la plupart du temps, il rentrera chez lui sans rien.

Il y a un an à peine, le monde semblait tout autre à cet architecte prometteur qui dessinait des gratte-ciels dans le Golfe depuis plus de dix ans quand on lui a diagnostiqué le VIH.

Dans la plupart des pays du Golfe, les travailleurs étrangers ont l'obligation légale de subir un test de dépistage du VIH lorsqu'ils veulent faire renouveler leur permis de travail.

Sans se méfier, Karim s'est conformé à cette procédure de routine mais, quand il est allé chercher ses résultats, la police l'attendait. On l'a informé de sa séropositivité, on l'a aussitôt arrêté et expulsé vers son pays d'origine.

«J'étais terriblement choqué. Le pire est que j'ai été traité comme un criminel, se souvient-il. En l'espace de 48 heures, j'ai été expulsé, sans avoir le temps de faire mes adieux ni de mettre de l'ordre dans mes affaires. Ils ont pris sur eux d'informer mes employeurs et l'Ambassade de Jordanie, tout cela sans mon consentement.»

Après avoir passé une nuit en prison, Karim a été autorisé à se rendre à son appartement sous le contrôle de la police pour faire sa valise. Il a ensuite été escorté par la police jusqu'à l'avion.

A son arrivée, le jeune homme traumatisé s'est rendu chez ses parents à Amman mais il n'a pas pu se résoudre à leur confier son état.

«Je n'ai pas eu le courage de le dire à ma mère et à mon père, dit-il. Cela aurait suscité beaucoup de honte dans ma famille. Je ne savais pas grand-chose du VIH et j'avais l'impression de n'avoir personne vers qui me tourner», ajoute-t-il.

Finalement, Karim s'est rendu dans un centre de conseil et de dépistage volontaire pour les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) subventionné par le gouvernement. Ils lui ont fourni un traitement antirétroviral qui lui a sauvé la vie, ainsi que de nombreuses informations et conseils sur comment vivre avec le VIH.

Peu après, Karim a confié la nouvelle à sa famille qui l'a aidé tout au long de sa convalescence. Avec l'aide des médicaments et du soutien apporté par le centre, Karim peut maintenant mener une vie tout à fait normale.

Mais trouver du travail n'a pas été facile.

«Je ne pouvais pas trouver de travail dans le secteur public parce que j'aurais été automatiquement exclu du fait du test de dépistage obligatoire», confie-t-il. «Un grand nombre de compagnies d'assurance privées ont récemment commencé à imposer ces tests pour déterminer quelles sont les personnes vivant avec le VIH. J'ai enchaîné les entretiens l'un après l'autre mais dès qu'on me demandait de passer le test, c'était fini.»

Comme neuf personnes sur dix qui vivent avec le VIH dans le monde, Karim est encore un travailleur dans la force de l'âge, il n'est pas une menace pour ses collègues. Mais les PVVIH continuent de subir des

¹ Karim (son prénom a été changé afin de protéger sa véritable identité) est membre de Visions Positive, la première association de personnes vivant avec le VIH établie en Jordanie en février 2011.

discriminations au travail du fait de la désinformation largement répandue sur leur condition et des politiques intrusives comme le dépistage obligatoire du VIH qui les excluent véritablement du monde du travail.

Après des mois de recherche, Karim s'est tourné vers l'économie informelle pour gagner de quoi vivre.

«Je suis passé du statut d'architecte à celui de vendeur ambulant», déplore-t-il. «Toutes ces années d'expérience, toutes mes qualifications, elles sont réduites à néant en raison de l'ostracisme lié à ma condition.»

Comme il n'existe aucun système de prise en charge des PVVIH en Jordanie, Karim ne pouvait pas rester sans revenu. Ses parents retraités comptaient aussi sur son soutien financier.

«Je ne pouvais pas rester sans travailler, mes parents âgés avaient l'habitude de compter sur l'argent que je leur envoyais quand je travaillais à l'étranger. J'étais leur caisse de retraite. Maintenant, nous devons tous nous battre pour survivre.»

Karim fait partie des quelque 500 000 personnes qui vivent avec le VIH dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord qui comptabilisait 59 000 nouvelles infections au VIH et 35 000 décès liés au sida en 2010, selon le dernier rapport de l'ONUSIDA pour la Journée mondiale de lutte contre le sida 2011.